

BIBLIOGRAPHIE

BLES Adrien, *Dictionnaire historique des rues de Marseille*, préface d'I. Bonnot-Rambaud, coll. Mémoire de Marseille sous la direction de Ph. Joutard, Marseille, éditions Jeanne Laffitte, 1989, relié sous jaquette, 439 p. nb. ill.

Voici un ouvrage presque inespéré, tant l'on aurait pu croire le genre de la chronique des rues d'une ville disparu avec les érudits du XIX^e siècle. C'est à juste titre qu'Isabelle Bonnot-Rambaud compare dans sa préface le monument d'érudition patiemment construit par Adrien Blès aux six volumes des *Rues de Marseille* d'Augustin Fabre, parus sous le Second Empire et passe charitablement sous silence le si médiocre digeste qu'en a naguère procuré A. Bouyala d'Arnaud. Les noms des rues et leur signification sont un des éléments essentiels de la mémoire urbaine telle que les autorités municipales souhaitent la construire en liant étroitement la dénomination viaire à la commémoration des « grands hommes » ou des événements, telle aussi qu'elle se stratifie par la transmission et l'usage *voce populi* : c'est une des révélations de ce livre que de montrer combien de noms de voies faubouriennes et banlieusardes dérivent d'initiatives de promoteurs ou de riverains entérinées par l'administration. Le mérite d'A. Blès a été en effet de rechercher avec persévérance l'origine de quelques 6800 noms de rues de Marseille existantes ou détruites dans les registres des délibérations municipales ou les dossiers de classement en voirie urbaine, sans négliger pour autant d'autres sources et en particulier l'enquête orale (qui présente cependant le risque d'enregistrer un légendaire étymologique qui peut être erroné). Le résultat est remarquable par sa précision, ne serait-ce que pour nombre de rues qui s'avèrent conserver le nom du propriétaire des terrains à travers lesquels elles furent ouvertes. L'ouvrage se présente comme un dictionnaire et constitue une base de données considérable pour quiconque veut étudier à travers l'espace et le temps l'onomastique urbaine. Ayant déjà entrepris pareil travail à partir de l'œuvre d'A. Fabre, je puis témoigner de l'apport considérable d'A. Blès tout en regrettant qu'il ait laissé à d'autres le soin de tirer des conclusions d'une telle masse d'informations ; du moins est-il permis de souhaiter que les édiles de Marseille fassent leur profit de quelques leçons d'une recension qui révèle parfois crûment des hommages et des oublis étonnants. Qu'il existe, outre un lycée Marcel Pagnol, un quai Marcel Pagnol (VII^e arr.) et une allée Marcel Pagnol (VIII^e arr.) paraît bien exagéré pour un écrivain-cinéaste dont la contribution à la littérature universelle et au rayonnement de la ville semble modeste, surtout lorsque l'on découvre qu'il n'existe pas d'avenue Antonin Artaud (mais un lycée, il est vrai) ou André Suarès et qu'Albert Cohen n'a même pas droit à une impasse ! L'œuvre d'A. Blès présente

de surcroît l'intérêt majeur d'offrir une iconographie en grande partie inédite et qui n'avait jusqu'ici jamais été rassemblée sur les aspects disparus d'une ville qui n'a cessé de se transformer. Certes, un volume devra être consacré à ces monuments détruits, parfois insoupçonnés, dans la collection que ce livre inaugure, mais il y a là une documentation précieuse sur les hôtels particuliers, les bastides ou les salles de spectacles et les usines d'antan.

L'ampleur de l'ouvrage explique que certaines notices soient d'inégale qualité : l'auteur aurait pu faire l'économie de quelques remarques du type : « écrivain de talent, il apparaît assez amer, racontant surtout les mauvais côtés de la vie » (rue Emile Zola, p. 393) et réviser des affirmations telles que : « la Grèce s' (est) comportée en ennemie de la France lors de la guerre 1914 - 1918 » (boulevard d'Athènes p. 27) ; certaines des étymologies proposées n'emportent guère la conviction : l'on voit mal par exemple pourquoi la municipalité aurait décidé en 1900 de commémorer la paix d'Amiens (rue d'Amiens, p. 20) ; pour d'autres, il y a erreur sur la personnes : la rue Louis Bertrand (p. 51) ne saurait perpétuer le souvenir du petit romantique auteur de *Gaspard de la nuit* (qui signait d'ailleurs Aloysius Bertrand) mais bien plutôt celui de l'académicien Louis Bertrand qui écrit *L'invasion*, roman malencontreusement situé à Marseille. Beaucoup de mentions et de datations de monuments anciens, en particulier religieux, sont approximatives ; mais l'on ne saurait reprocher à l'auteur d'avoir travaillé sur ce point de seconde main et la bibliographie disponible est d'un sérieux fort variable. Le principal défaut de l'ouvrage est la surabondance de coquilles d'imprimerie qui estropient des patronymes de façon rémanente (ainsi *Thuis* pour Thulis, p. 13) et laissent planer des doutes sur nombre de dates (les allées Raymond Aron p. 26 ont-elles été baptisées en 1934, alors que le philosophe avait moins de trente ans ?). L'édition française tend de plus en plus à abandonner une pratique aussi ancienne que l'imprimerie, celle de l'*errata*, qui fut longtemps caution de la qualité des publications. Cet additif semblait presque inévitable pour une telle masse de noms et de chiffres et l'on s'étonne qu'il ne vienne pas parachever une telle œuvre de référence, qui mérite une large diffusion en bibliothèque et a bénéficié d'une réalisation fort soignée.

Régis BERTRAND

Martin-Dietrich GLESSGEN, *Lo Thesaur del hospital de San Sperit. Edition eines Marseiller Urkundeninventars (1399-1511) mit sprachlichem und geschichtlichem Kommentar unter besonderer Berücksichtigung des Rechtswortschatzes*, Tübingen, Max Niemeyer Verlag, (Beigefte zur Zeitschrift für romanische Philologie, Band 226), 1989, 596 pp.

Les archives du Saint-Esprit de Marseille constituent, sans aucun doute, le fonds hospitalier le plus riche de la France méridionale. De lecture parfois ardue, ses chartes et registres n'ont pas toujours retenu l'attention qu'ils méritaient de la part des historiens. L'impressionnante étude de M.-D. Glessgen vient à point nommé combler ce vide historiographique ; elle dépasse largement son objet d'étude (le registre I D 1 des Archives Départementales des Bouches-du-Rhône) pour nous présenter une vision globale des sources de ce fonds, une histoire solide du plus important des hôpitaux phocéens, une fine réflexion sur la marginalité, la maladie et l'assistance et une bonne description de la langue provençale du Bas Moyen Age. Nul n'était mieux placé que M.-D. Glessgen pour réaliser ce travail : assistant de Max Pfister à l'Université de Sarrebruck et élève de Dietrich Hauck, il inscrit sa recherche dans le droit fil de la

tradition romaniste allemande ; des études réalisées à l'École des Chartes poussent son enquête vers les voies érudites de la paléographie et de la critique textuelle ; une lecture assidue des travaux des historiens ouvre son livre à de nombreuses problématiques. Cet ouvrage consistant impressionne par la somme des connaissances qu'il transmet.

Le registre *Thesaur* est un « inventaire-cartulaire », contenant l'analyse des quelque cinq cents chartes que gardaient les archives de l'hôpital du Saint-Esprit et de l'Annonciation aux XIV^e et XV^e siècles. Sa langue est le provençal, car il avait été compilé à l'attention des recteurs de ces institutions, marchands et artisans, qui ne comprenaient pas toujours le latin. Le *Thesaur* leur permettait de retrouver les chartes ; le cas échéant, ses analyses ont pu servir de preuve, notamment au cours des arbitrages. L'intérêt de cet inventaire est d'autant plus grand que seuls deux tiers de ces documents ont été conservés : bien que l'éditeur ait traqué ces originaux jusqu'aux fonds notariés des Archives Municipales de Marseille ou de la Bibliothèque Nationale de Paris, la valeur du *Thesaur* en tant que source historique est considérable.

Plusieurs mains ont contribué à l'élaboration de ce registre. Entre 1400 et 1423, Laurens Aycart a analysé l'ensemble des documents de l'hôpital du Saint-Esprit en utilisant un système graphique très strict et archaïque et dans une langue où abondent les latinismes ; Aventuron Rodet, l'un des nombreux scribes qui travaillaient sous ses ordres a poursuivi son œuvre, tout en possédant une langue moins savante et plus phonétique et une écriture très cursive apprise dans le cabinet de son père, riche entrepreneur qui l'initia à la gestion des affaires familiales dans sa jeunesse. En 1423, la moitié des biens de l'hôpital de l'Annonciation, détruit par les Catalans, sont remis au Saint-Esprit avec les instruments notariés correspondants ; Jaume Delans en fera l'inventaire en 1469 dans un registre qui sera recopié l'année 1511 dans le *Thesaur* par Johan de Morties. Ce personnage, de profession inconnue, écrit à la façon du marchand Joan Blasi, dont le livre des comptes a été édité par D. Hauck. L'histoire de la composition du *Thesaur*, reconstituée à partir des sources archivistiques et approfondie par l'étude des *scripta* des notaires qui l'on dressé, fournit d'intéressants renseignements sur la gestion de la mémoire d'une institution hospitalière et sur la condition sociale des responsables de sa fortune.

L'auteur fait également le point sur le plus important des treize hôpitaux que Marseille comptait au début du XIII^e siècle. Il fut fondé en 1188 par cinq membres de l'oligarchie phocéenne, généreux donateurs, regroupés dans une confrérie. Ces procureurs construisent ou agrandissent une maison sur un terrain que leur loue le monastère de Saint-Sauveur. Ils confient le soin des pauvres et malades à des frères et sœurs hospitaliers, issus d'une catégorie sociale bien plus modeste. Les uns et les autres partagent une religiosité « spirituelle » sensible au thème du *pauper Christi* qui aboutit à l'assistance et à la charité dans bon nombre de villes méditerranéennes du XIII^e siècle. Ils rattachent, pour un bref laps de temps, leur fondation à l'ordre du Saint-Esprit dont Guilhem de Montpellier est le premier supérieur en 1197 : la double croix de Lorraine, emblème de cette institution, orne les folios du *Thesaur*. Mais les ponts avec cet ordre ont été vite coupés, tout au plus celui-ci aura donné un cadre institutionnel et spirituel à la jeune fondation phocéenne.

L'hôpital demeure donc laïc. Il est régi par la confrérie du Saint-Esprit, corporation caritative transformée en formation politique pour revendiquer une plus large autonomie de la commune vis-à-vis de l'évêque. L'hôpital ne s'est pas pour autant coupé de l'Église de Marseille : les frères et les malades reçoivent leur assistance religieuse des prêtres de la paroisse voisine des Accoules avec lesquels ils entrent, d'ailleurs, en conflit au sujet des droits de mortalage qu'entraînent les fréquents enterrements. En dépit de

ces tensions, aucune chapelle ne semble pourtant pas avoir été ouverte à l'intérieur de l'hôpital. En 1220, la dissolution de la confrérie n'empêche pas les hommes les plus en vue de la société phocéenne de conserver la gestion d'un hôpital que l'évêque ne parvient pas à contrôler. A partir de cette date, deux membres du conseil exercent les fonctions de recteurs de l'hôpital ; il s'agit là d'une charge honorifique extrêmement lourde : c'est sur leur fortune personnelle que ses détenteurs essuyent son déficit annuel. Ils en tirent le prestige des mécènes à la tête d'une institution au caractère communal indéniable.

Si nous descendons de plusieurs crans sur l'échelle sociale, nous avons affaire à la quinzaine de frères et de sœurs, souvent mariés, faisant vœu d'obéissance et de pauvreté pour se consacrer au service de l'institution ; quelque vingt domestiques les secondent. Ils choisissent un *commendator*, *administrator* ou *procurator* qui s'occupe de la direction de cet établissement. Ce personnel souffre au départ d'une faible formation médicale, mais certains de ses membres accèdent à de plus larges connaissances dès 1330 et, surtout, dès 1400. La faible médicalisation de ce corps s'explique aisément : c'est l'accueil et le soin de vieux et de pauvres, de marginaux et de sans famille qui l'occupe la plupart du temps ; l'exercice des œuvres de miséricorde — enterrements, visites aux malades, distributions alimentaires, secours des enfants abandonnés — est le but de sa vocation. Les quatre-vingt-dix lits de l'hôpital marseillais ne devaient pas suffire à une si lourde tâche ; les frères ouvrirent d'autres maisons dans l'arrière-pays de la ville phocéenne ; ces filiales sont mentionnées par les sources dans l'île Ratonneau, à Aubagne et à Saint-Geniès.

Les conclusions de M.-D. Glessgen viennent enrichir le dossier relatif à l'assistance, la charité et la marginalité que de nombreux médiévistes ont constitué par leurs travaux ces dernières années. Sur le plan philologique, l'intérêt de cet ouvrage est considérable : compte tenu du caractère abrégé des analyses compilées dans le *Thesaur*, l'étude linguistique a dû se limiter aux aspects graphiques, phonétiques et sémantiques laissant de côté la morpho-syntaxe. Les remarques sur les rapports entre forme latine et occitane sont particulièrement pénétrantes. Le glossaire des neuf cents quatre-vingt-deux mots du *Thesaur* rendra autant de services au romaniste qu'à l'historien. Les index des noms de personnes — véritable fichier prosopographique avec plus d'un millier d'entrées — et de lieux — systématiquement localisés — sont un outil de travail indispensable pour l'histoire sociale de la ville phocéenne et son arrière-pays. Félicitons le Max Niemeyer Verlag pour la publication de cet ouvrage, jalon de qualité dans une histoire de la Marseille médiévale, pratiquement en friches depuis la disparition d'E. Baratier, qu'une nouvelle génération de chercheurs tente d'approfondir.

Martin AURELL

Joseph SHATZMILLER, *Médecine et justice en Provence médiévale. Documents sur Manosque, 1262-1348*, Publications de l'Université de Provence, Aix, 1989, 288 p.

La richesse des sources manosquines, sur lesquelles se penchent depuis plusieurs années les médiévistes canadiens, n'a pas fini de surprendre. Le dossier que nous livre ici J. Shatzmiller et dont il avait déjà présenté le contenu il y a quelques années¹, est

1. *Vie privée en ordre public à la fin du Moyen Age. Etudes sur Manosque, la Provence et le Piémont (1250-1450)*, sous la direction de Michel Hébert, Publications de l'Université de Provence, Aix, 1987, p. 107-117 (cf. le compte rendu rédigé par J. Chiffolleau dans *Provence Historique*, t. XXXIX, n° 158, octobre-décembre 1989, p. 581-582).

de tout premier ordre pour la connaissance du milieu médical provençal à la fin du XIII^e et au début du XIV^e siècle : 83 actes analysés et édités, 11 appendices documentaires, suivis de trois *indices* (noms de personnes, noms de lieux et matières médicales).

Les praticiens de Manosque (médecins et chirurgiens, tant chrétiens que juifs) sont d'abord saisis dans ce qui constitue l'essentiel de leur activité : l'exercice de leur art auprès de leurs patients. Mais on les voit aussi — et peut-être surtout, comme le suggère le titre de l'ouvrage — dans leurs rapports avec la justice, soit que leur compétence ait été mise en cause à la suite de l'échec de leur intervention, soit qu'ils aient été appelés devant la cour comme experts dans des affaires de coups et blessures ou d'assassinat.

D'un texte à l'autre, c'est toute la vie quotidienne d'une petite ville de Provence au Moyen Âge qui s'anime sous nos yeux, avec ses pratiques sociales, ses faits divers pleins de saveur, mais également cette « violence endémique » que des travaux récents ont bien mis en évidence pour d'autres régions, proches et lointaines. C'est dire que l'intérêt de ce livre dépasse la seule histoire de la médecine et des médecins. A tous ceux qui s'intéressent notamment à la place de la femme et de l'enfant dans la société urbaine, ou encore à l'histoire de la sexualité, pour ne mentionner que quelques-uns des thèmes évoqués, il apportera une information renouvelée.

Daniel LE BLEVEC

DOMENICHINO (Jean), *Une ville en chantier. La construction navale à Port-de-Bouc 1900 - 1966*, Aix, Edisud, 359 p. 1989. Préfaces de M. Rébérioux et de E. Témime.

C'est une histoire vue du côté des ouvriers. Des monographies d'entreprise ignorent les ouvriers, ici, on ne voit pas les patrons, on est invité à les imaginer. Il est vrai que les ouvriers sont un peu les patrons.

J. Domenichino indique fort honnêtement qu'il utilise les définitions du marxisme. Ce marxisme là n'est pas dogmatique. Si quelque formules étonnent : les explications « foncièrement justes » ou le contrat « pas exempt de reproches », elles reflètent surtout la poursuite d'un dialogue avec les militants ouvriers. L'histoire orale est optimisée par la proximité de l'historien avec « l'objet » étudié. Les témoignages s'assouplissent : le bruit — assourdissant — du chantier est un compagnon aimé des ouvriers et non pas une agression car il indique que le travail se fait.

Et l'historien joue son rôle. La saga du lock out (1949) est présentée dans son épopée et dans sa réalité. Ils étaient cinquante à atteindre Marseille à pied, les autres ont oublié l'autocar et tous se sont reconnus dans l'exploit, même si le conflit social s'est achevé par « un cuisant échec » pour les ouvriers. Notons en passant que l'Opération Mémoire de 1979-1980 suscite les réserves de l'historien qui préfère les enquêtes en longue durée aux réalisations spectaculaires. A force d'amour pour Port-de-Bouc et d'estime pour ses édiles, J. Domenichino a su mettre en valeur les sources dont il a pu disposer et nous donner un livre utile qui comporte certaines longueurs dans les seconde et troisième parties, mais aussi des pages fortes et attachantes dans la première.

Cette première partie porte « l'étude du cadre spatial et économique ». Les Chantiers et Ateliers de Provence (CAP) sont créés en 1899 et fermés en 1966. Ils emploient environ 1000 salariés et produisent 10 % de la construction navale française de 1900 à 1960. Soit en 67 ans 123 navires marchands et 17 de guerre (2 par an). L'entreprise, fondée par le négoce marseillais, dépend d'un nombre limité de clients et plus encore de l'aide de l'Etat.

Les meilleurs passages du livre sont peut être ceux consacrés à l'organisation du travail et aux rapports usine/ville. La description du « processus de construction » (chap.5) est précise et bénéficie de l'éclairage « intérieur » fourni par les témoignages ouvriers. On pénètre vraiment dans l'univers peu connu des savoir-faire et dans les subtiles hiérarchies sociales du monde salarié. La construction s'achève avec le lancement du navire, instant de fête. La ville est bâtie en couronne et regarde le chantier, il est au quotidien le théâtre antique des habitants. La population a suivi la progression transparente du travail, les enfants veulent reconnaître au bruit la vigueur du coup de marteau du père. La ville et le chantier ne font qu'un. Comme le Creusot de Schneider, Port de Bouc est né des Chantiers. La dépendance de la ville à l'égard des CAP est forte. Le Comité d'entreprise offre ses œuvres sociales à la commune — comme Michelin à Clermont ? — et rémunère son maire. « L'osmose » entre la ville et l'entreprise est croissante de 1936 à la réquisition (1944-1947). Les syndicalistes et les communistes gèrent l'usine et la ville. En colonie de vacances les enfants, disposés en bon ordre, dessinent le sigle des CAP lors des cérémonies — comme chez Toyota ? —. Il faut attendre le « lock out » de 1949 pour que la municipalité acquière son autonomie. La mort du chantier en 1966, est une étape supplémentaire dans l'émancipation de la ville. Le titre du livre est une trouvaille comme le souligne M. Rébérioux dans sa préface. Ce livre sensible aux gens et rédigé de façon scrupuleuse a le mérite de montrer que l'histoire d'entreprise est aussi une histoire sociale et pas seulement une analyse des stratégies et des marchés.

Les deuxième et troisième parties retracent le « mouvement politique et syndical » et la fin du chantier. On y voit s'aguerrir les militants et émerger René Rieubon, clé de voûte de la vie politique locale. L'auteur décrit un phénomène de transfusion des forces et de l'inventivité des Chantiers vers la ville. Et quand vient l'heure des comptes — et ils sont mauvais —, c'est la municipalité qui agit et propose, préservant ainsi son influence quand les Chantiers ferment. L'héritage survivra-t-il au départ de R. Rieubon s'interroge J. Domenichino ? L'historien alors s'efface. « Des enfants des écoles, des anciens de la ville (émus jusqu'aux larmes) et d'une multitude d'associations locales, défilant devant René Rieubon et son épouse un peu comme les Rois Mages devant l'Enfant-Roi. Les bras chargés de cadeaux et souvenirs venus du fond du cœur. » (*Le Provençal*, le 7 mai 1990, remise de la Légion d'honneur à R. Rieubon).

Etrange métaphore de l'Enfant Roi. Qui donne naissance et qu'est-ce qui naît à Port de Bouc ?

Philippe MIOCHE

Histoire du Vivarais (sous la direction de Gérard CHOLVY), éd. Privat, coll. Pays et villes de France, Toulouse, 1988.

Un fragment du rebord oriental du Massif Central, cassé en plateaux et bassins, découpé par l'érosion en de multiples serres et vallées déboulant sur le Rhône, mêlant calcaires, marnes, schistes, basaltes et granites, le tout en un patchwork tellement hétéroclite que son plus éminent géographe a eu besoin de sept « régions » pour rendre compte de ce centième de la France ! Une région extravertie aussi, tiraillée entre les tropismes auvergnats de ses hauts plateaux occidentaux, les tentations rhodaniennes si fortes pour les hommes et les activités et, au delà, écartelée entre Lyon et une Méditerranée dont elle constitue l'un de ces arrière-pays montagneux chers à Fernand Braudel. Le Vivarais est tout cela à la fois et pourtant il constitue sans aucun doute

l'un des cas les plus pertinents de cette « départementalisation » de l'histoire de France qui suscitait inquiétude et ironie il y a quelques décennies. Le Vivarais ou, pour reprendre sa traduction administrative depuis la Révolution, le département de l'Ar-dèche, possède en effet une unité véritable, plus historique que géographique, forgée tout au long de deux millénaires que n'ont pas épargnés les déchirements internes, mais qui ont vu l'émergence d'un sentiment identitaire très fort aux multiples manifestations.

Un objet pertinent, un « patriotisme » local, autrement dit la justification d'un travail scientifique et l'assurance d'un marché : le Vivarais présentait donc les deux piliers d'une saine logique éditoriale et son histoire que nous offrent les éditions Privat n'est dans son principe nullement une incongruité. Entreprise légitime, mais beaucoup moins facile qu'on ne pourrait le croire. Certaines difficultés découlent des caractéristiques des recherches sur la région : éclatement entre plusieurs pôles universitaires, inégalité selon les temps, et surtout les lieux et les thèmes. D'autres, les plus sérieuses sans doute, tiennent à la vitalité des particularismes internes à la région et surtout à la vivacité d'antagonismes culturels et politiques qui ne sont pas l'apanage des pays chouans. Catholiques/ protestants, école laïque/école libre, gauche/droite : autant de lignes de fracture considérées comme périmées sinon folkloriques par un regard externe et pourtant toujours vivantes. Certes elles ne se superposent pas parfaitement, leur actualité est inégale, mais elles sont le plus souvent davantage assoupies ou masquées que véritablement effacées et leur cumul continue à produire des lectures contradictoires de l'histoire : plus que dans la plupart des autres régions françaises, le passé demeure ici un enjeu du présent. C'est là une situation que doivent assumer les historiens de l'époque moderne et contemporaine : leurs travaux peuvent certes réduire le champ des discussions mais ils n'éliminent pas le débat. En fait, ils se contentent souvent de le déplacer et ceux qui prétendent avoir tranché définitivement ne font en réalité que masquer leurs propres engagements. En vrai historien et en connaisseur intime des réalités ardéchoises, G. Cholvy se garde d'esquiver le problème : il affirme d'emblée la nécessité de reconnaître les clivages, mais souhaite que l'ouvrage constitue une mise en garde contre les raccourcis hâtifs, une lecture simpliste et manichéenne de l'histoire. Reste à savoir si le résultat est réellement conforme aux excellentes normes voulues par le maître d'œuvre.

Mais avant d'aborder ce problème qui concerne principalement l'histoire contemporaine, il faut tout de suite souligner que l'ouvrage répond parfaitement aux exigences souvent contradictoires de tout bonne histoire régionale : présenter une synthèse de travaux scientifiques dans un langage accessible à un large public. Les auteurs ont presque toujours su associer érudition et clarté, à quelques exceptions près comme celle d'un chapitre par ailleurs très remarquable sur l'économie et la société de la période moderne qui ne sacrifie pas toujours à la simplicité du vocabulaire : ainsi nombre de lecteurs non universitaires auront sans doute été dérouterés par la notion de mortalité infantile « exogène ». La construction d'ensemble est équilibrée, les inégalités de ton ne sont pas trop visibles (pourquoi cependant l'intrusion d'un « je » autant inutile qu'intempestif au début du chapitre consacré à la Révolution et l'Empire ?)

Le livre s'ouvre sur une excellente présentation géographique, qui ne se contente pas de reproduire le découpage en sept unités de Pierre Bozon, inspiré surtout des données physiques. Sans méconnaître le relief, la distinction de quatre régions — rivage rhodanien, haut Vivarais, pays de Privas, bas-Vivarais albenassien, rend beaucoup mieux compte à la fois de l'histoire et des réalités d'aujourd'hui, à condition toutefois de ne pas associer systématiquement chaque micro-région à une ville : Annonay ne joue évidemment pas le rôle de capitale de l'ensemble du Haut-Vivarais.

Les chapitres consacrés à la préhistoire et à la période romaine constituent de très bonnes mises au point. On ne saurait leur faire grief de leur déséquilibre géographique : pour la préhistoire, le privilège du bas Vivarais sédimentaire est tout simplement celui du peuplement dont l'histoire et les multiples vestiges sont présentés de manière remarquablement pédagogique. La période romaine offre un déséquilibre de même nature au profit cette fois du couloir rhodanien. Celui-ci joue en effet un rôle essentiel aussi bien pour le peuplement, le contrôle administratif organisé autour de trois villes, Alba, Valence et Vienne que pour la pénétration des influences extérieures. La romanisation en particulier paraît avoir été profonde : qui ne se souvient des Helviens chers à César ? Même si l'orientation des recherches a sans doute aggravé le phénomène, un constat négatif s'impose : Jusqu'au Moyen Age, l'intérieur demeure répulsif, traversé seulement de quelques grands axes de passage vers l'intérieur du Massif Central.

L'un des mérites de l'ouvrage est sans aucun doute de faire ressortir l'importance, peut-être trop méconnue, du Moyen Age dans la formation du Vivarais, et cela à deux titres différents. Pour l'occupation de l'espace d'abord : sans masquer les lacunes de nos connaissances, D. Le Blevac montre bien cette conquête progressive du sol, accélérée à partir du XI^e siècle, repérable surtout à partir du XII^e, plus tardive en altitude, en un mouvement au sein duquel châteaux et prieurés jouent sans aucun doute un rôle important. Les crises démographiques de la fin du Moyen Age viennent donc surprendre une région où le défrichement n'appartient pas encore au passé. Dans le domaine politique, l'évolution est lente et tardive aussi, mais on peut la considérer comme achevée : région frontière, prise dans « l'imbroglie des partages territoriaux » des IX^e - XI^e siècles, le Vivarais n'échappe pas non plus au « pullulement des châtellenies » ni aux conflits entre pouvoirs seigneuriaux et épiscopaux. C'est dans la reconnaissance du pouvoir capétien que prend fin ce morcellement, en un mouvement engagé dès la fin du XII^e, accéléré par la défaite des comtes de Toulouse, achevé au début du XIV^e par la constitution d'un bailliage de Vivarais.

Mais souligner un aspect particulier ne doit pas faire oublier que, de la période médiévale au XX^e siècle, l'ouvrage s'efforce de ne perdre aucun des trois fils conducteurs de toute bonne histoire régionale, le socio-économique, le politique, les mentalités. Lorsque l'auteur est en même temps un spécialiste de la question, sa contribution s'en ressent souvent avec bonheur. C'est notamment le cas de la présentation économique et sociale de la période moderne, qui permet à Alain Molinier de situer dans une problématique plus vaste toutes les évolutions ou soubresauts vivarois, depuis la révolte du Roure jusqu'aux indicateurs de croissance de la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Les pages de Gérard Cholvy sur les aspects religieux du XIX^e siècle portent elles aussi la « patte » de l'éminent spécialiste. Mais, en dehors même de ces temps forts, le texte demeure toujours très solidement documenté. L'histoire économique et sociale fait notamment l'objet de remarquables synthèses depuis la période médiévale jusqu'à la remise en question des fondements de la double prospérité vivaroise du XIX^e siècle : une prospérité des pentes fondée sur quelques productions commerciales spéculatives et une polyculture marquée par l'âge d'or du châtaignier, une prospérité industrielle aussi, tout à la fois urbaine et rurale, textile et sidérurgique. Michel Boyer reprend avec bonheur l'expression de Y. Lequin : Vivarais « terre bénie de la Révolution industrielle » pour qualifier la croissance industrielle des deux premiers tiers du XIX^e siècle.

Ces qualités réelles font regretter que les différents auteurs n'aient pas mieux exploité les ambitions mêmes d'une histoire générale pour briser des frontières chronologiques parfois artificielles et mieux articuler leurs réflexions respectives. Les permanences seraient mieux apparues, notamment le rôle économique de villes peu nombreuses, peu importantes dans un environnement très largement rural et qui font pourtant preuve

d'autonomie et de dynamisme. Des coupures différentes auraient pu se faire jour : ainsi, la grande phase de croissance démographique et économique du Vivarais ne va-t-elle pas de la deuxième moitié du XVIII^e aux années 1870 ? Autant de thèmes que le lecteur peut retrouver en rétablissant lui-même la continuité entre les périodes, mais qui auraient gagné à être formulés de manière explicite. Par ailleurs, quelques questions évidentes, concernant des domaines très divers, auraient pu ainsi apparaître et peut-être trouver des éléments de réponse : quand intervient l'inversion du rapport de force démographique présenté par Molinier comme déjà favorable au Nord en 1644 ? Peut-on trouver des indicateurs de l'émergence progressive d'un sentiment d'identité vivarois ? Ce ne sont que des exemples, mais il montrent qu'une meilleure coordination de la réflexion aurait pu transformer un genre conventionnel en une œuvre originale.

Les défauts majeurs de l'ouvrage sont néanmoins de toute autre nature. On ne s'étonnera pas qu'ils concernent la période contemporaine, dont le caractère particulièrement sensible en Vivarais a été souligné au début de cette présentation. L'un d'entre eux en fait n'est pas propre à la région : c'est simplement une incapacité, commune à beaucoup d'ouvrages, à conserver une démarche scientifique pour les dernières décennies. Le dernier chapitre est, si l'on peut dire, exemplaire à cet égard. Les mêmes auteurs qui brossent un excellent tableau des difficultés des structures traditionnelles n'échappent ensuite, dans leur présentation des dernières décennies, à aucun des écueils possibles : le simple inventaire des réalisations, la dérive vers le palmarès sinon l'hagiographie, enfin un volontarisme certes sympathique par ce qu'il témoigne d'attachement au « pays » (Ah ! le « souhaitons » de la p. 278 n'est-il pas la marque d'un bon Ardéchois ?) mais d'une rigueur scientifique douteuse. Ces maladroites ne doivent pas seulement prêter à sourire : elles s'accompagnent d'un danger plus grave à tous points de vue, celui d'une anesthésie et finalement d'un travestissement de l'histoire. Le problème n'est pas tellement la minimisation des échecs, il réside surtout dans l'occultation des tensions, des conflits, du rôle des instances syndicales, politiques ou simplement administratives voire même des simples groupes de pression. L'histoire ardéchoise n'est certes pas un drame shakespearien. Mais, comme celle de toute communauté, elle n'est pas non plus faite d'unanimité et de solidarité sans failles. Mentionner le poids des pesanteurs, des intérêts, des passions, était délicat mais non impossible et, à tout prendre, ne valait-il pas mieux arrêter plus tôt l'étude que présenter une vision du présent déformée et finalement propre à satisfaire tous les pouvoirs en place ?

Même si on peut le regretter, le défaut précédent est largement inhérent aux conventions du genre. En revanche, l'orientation des chapitres consacrés à l'histoire des mentalités à l'époque contemporaine relève sans doute du particularisme vivarois évoqué plus haut. Le chapitre consacré au XIX^e siècle mérite d'abord de retenir l'attention par sa richesse documentaire, la subtilité de nombre de ses analyses. L'auteur démonte implicitement avec bonheur plusieurs idées reçues de la tradition vivaroise « de gauche », ainsi lorsqu'il souligne l'existence d'une cohésion sociale sans coercition des paysans hauts vivarois autour de leurs notables ou lorsqu'il invite à ne pas confondre les idées avancées en politique avec de réelles préoccupations de justice sociale. Il serait néanmoins plus convaincant s'il ne péchait pas par omission ou par excès : par omission en ne signalant pas l'engagement du clergé dans les joutes électorales alors même que les *Souvenirs d'un curé vivarois* de l'abbé Clauzier, utilisés par ailleurs, en donnent des exemples très nets loin avant dans le XX^e siècle. Par omission aussi puisque rien n'est dit des premiers pas du syndicalisme. Par excès sans doute en survalorisant les initiatives sociales de quelques compagnies et notamment de Lafarge. Certes la compagnie cimentière a multiplié les logements ouvriers et autres œuvres sociales, mais il ne

faut pas oublier l'ambiguïté traditionnelle des motivations de ce type d'initiatives qui doivent autant à des préoccupations de stabilisation et de contrôle de la main d'œuvre qu'à des sentiments de christianisme social. Il ne faut surtout pas oublier que ce type de comportement demeurait très minoritaire au sein du patronat ardéchois.

En Ardèche, depuis le XIX^e siècle, l'école n'a jamais cessé d'être un enjeu. L'ouvrage en apporte une illustration nouvelle par sa manière de traiter le problème de l'école publique. C'est à juste titre que sont soulignées les difficultés de mise en place des lois Ferry jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Mais il n'est pas établi de véritable bilan à la veille de la première guerre mondiale et ensuite l'école a moins de chance que la Jeunesse catholique, l'Action catholique, ou la JOC, qui ont droit à plus de cinq pages. L'école passe tout simplement à la trappe, en bonne compagnie il est vrai puisque rien n'est dit non plus de l'ensemble du mouvement ouvrier politique et syndical, y compris naturellement des grèves du Front populaire, un sujet pour lequel Lafarge aurait aussi pu être évoqué. En dépit des tropismes de recherche des auteurs qui peuvent expliquer le privilège d'un thème, en dépit de bonnes présentations des évolutions politiques marquées par les progrès de la droite pendant le premier XX^e siècle, cette lacune est difficilement acceptable, pour plusieurs raisons. Parmi celles-ci on peut citer notamment l'existence d'une importante bibliographie sur le sujet, qui doit beaucoup à Elie Reynier et vient d'être rappelée dans le numéro 22 de *Mémoires d'Ardèche*, et surtout le rôle déterminant joué par l'enseignement public, y compris dans la plupart des zones rurales, dans la formation initiale des enfants, jusqu'au sacro-saint certificat d'études. Certes, l'Ardèche n'est en cela nullement originale, pas plus que dans la double fonction assumée désormais efficacement par les écoles normales de Privas, de satisfaction quantitative des besoins et d'uniformisation de la formation d'instituteurs associant compétence pédagogique et militantisme laïque. Mais précisément n'aurait-il pas été utile de tordre le cou à certains clichés sur l'archaïsme vivarois en soulignant que le département participait pleinement à un mouvement d'ampleur nationale ? En fait, au delà de son importance, cette lacune est surtout intéressante par ce qu'elle révèle de perception hiérarchisée de l'histoire sociale et culturelle ardéchoise. Elle confirme au fond notre propos initial sur la permanence de deux cultures, d'orientation profondément différente : l'une catholique, l'autre laïque, souvent associée au protestantisme qui, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, fournit le plus gros bataillon des maîtres d'école.

Il faut être net : par sa qualité scientifique, cet ouvrage doit intéresser non seulement tous les Ardéchois, mais aussi les historiens soucieux de mieux comprendre le devenir de ce triangle de pentes entre montagne et fleuve, de cette région au contact de tant d'influences et de tant de pouvoirs, souvent oubliée, sinon décriée avant d'avoir les avantages ambigus d'une certaine mode. Mais ce livre ne saurait pour autant être considéré comme l'histoire de tous les Vivarois. Certes, en proclamant d'emblée leur volonté de ne pas masquer les clivages, les auteurs en avaient pris d'avance leur parti. Mais n'était-ce pas en même temps renoncer à réduire le champ des débats et donner une justification abusive à tous les partis pris ?

Gérard CHASTAGNARET.